Au moins 5 000 dénonciations ont été présentées pour harcèlement et abus sexuels perpétrés contre des mineurs migrants aux États-Unis

Au moins 5 000 dénonciations ont été présentées pour harcèlement et abus sexuels perpétrés contre des mineurs migrants qui sont sous la garde d'autorités des États-Unis après avoir été arrêtés lorsqu'ils tentaient de traverser la frontière sud sans documents, pour la plupart sans la compagnie d'un adulte.

Il s'agit de données officielles qui ont été diffusées cette semaine par le Département de la Santé et des Services Humains, HSS de son sigle en anglais, et qui incluent aussi bien le dernier mandat d'Obama que l'administration de Donald Trump.

Le HSS est l'institution chargée de veiller au bien-être de ces enfants qui, en règle générale, sont envoyés dans des centres privés qui ont signé des contrats avec le gouvernement des États-Unis afin d'accueillir ces mineurs en attendant de les envoyer de retour à leur pays ou de leur trouver une famille d'accueil.

Les accusations se joignent à l'indignation soulevée l'année dernière lorsque l'administration Trump a appliqué une politique de tolérance zéro à l'égard des immigrants sans papiers et elle a séparé des milliers d'enfants de leurs parents. Les autorités ne savent rien sur le sort de ces enfants.

Justement mardi, une commission de la Chambre des Représentants, dominée par le Parti Démocrate, a voté une résolution ordonnant au gouvernement d'informer à travers des documents sur la séparation de familles à la frontière avec le Mexique.

Le document exige des Secrétaires à la Justice , à la Sécurité Nationale et à la Santé qu'ils remettent des informations détaillées sur chaque cas y compris l'âge et le genre des mineurs qui ont été victimes de telles pratiques.

Bien que plusieurs représentants républicains aient essayé de barrer la route à cette résolution, il y en a eu d'autres de ce même parti qui l'ont appuyée.

Selon le président de la commission, Elijah Cummings, le thème des séparations des familles est une véritable urgence nationale.

« Quand notre propre gouvernement arrache des enfants des bras de leurs mères et de leurs pères sans avoir des plans pour les réunir, cela est abus de mineurs promu par le gouvernement « a assuré cet élu.

La résolution exige des détails sur les enfants, sur l'endroit et l'installation où ils ont été détenus ainsi que des données sur les parents, sur les efforts déployés pour réunir les familles et si leurs proches ont été expulsés ou non.

L'année dernière, plus de 2 700 mineurs ont été séparés des adultes qui les accompagnaient après que l'administration Trump a mis en application la politique de zéro tolérance mais il y a des indices sur le fait que cela arrivait depuis longtemps.

Il faut rappeler que les États-Unis ont refusé de signer la Convention Internationale sur les Droits des Enfants et qu'ils refusent jusqu'à présent d'accepter leur responsabilité pour la mort de centaines de milliers d'enfants dans les guerres qu'ils ont promues dont celles de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye, du Yémen et de la Syrie, pour ne citer que les plus récentes.

---

https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/184719-au-moins-5-000-denonciations-ont-ete-presentees-pour-harcelement-et-abus-sexuels-perpetres-contre-des-mineurs-migrants-aux-etats-unis

RADIO HABANA CUBA

Radio Habana Cuba